

MOSTAGANEM**Le secteur sanitaire dépose une plainte pour vol**

C'est lors d'une opération d'assainissement financier au sein du secteur sanitaire de Mostaganem et inhérent aux créances et arriérés dont est redevable cette même structure vis-à-vis de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), qu'il a été en effet relevé d'importantes anomalies.

Ainsi, le directeur actuel, M. Haddad Djillali, récemment installé à ce poste, instruit, aussitôt après, le service chargé de la gestion économique ainsi que la pharmacienne de l'hôpital Che Guevara aux fins d'évaluer le passif financier accumulé et dès lors, réclamé par

la Pharmacie centrale, principal fournisseur de produits hospitaliers. Après vérifications, il a été en effet confirmé l'absence de dix-neuf factures qui ne sont jamais parvenues au secteur sanitaire de Mostaganem.

Quelques jours après la réunion du 8 novembre dernier, soit le 11, une équipe a été dépêchée vers les services de la PCH à Oran où il a été récupéré effectivement les dix-neuf factures manquantes ainsi que la copie des bons de livraison y afférents. De ce fait, il a donc

été prouvé que pas moins de dix-neuf factures sont demeurées jusqu'à l'heure impayées.

Ce qui reviendrait à dire qu'en l'absence de ces factures et bons de livraison, la réception des produits pharmaceutiques se rapportant à ces pièces n'a jamais eu lieu. Il est à se demander alors, dans quelles circonstances a eu lieu ce genre de détournement, surtout qu'au regard des faits, ces vols à répétition auraient pu probablement avoir eu lieu en dehors de l'enceinte hospitalière du secteur sanitaire de Mostaganem.

Cela étant, les deux agents signataires des fameux bons de livraison ont aussitôt été suspendus par la direction du secteur sanitaire et ce, au moment

où il a été créé une commission d'enquête de la DSP de Mostaganem alors qu'une plainte vient d'être officiellement déposée auprès de la justice. Rappelons que le montant des factures impayées est évalué entre huit et neuf millions de dinars.

Ce qui est important de signaler enfin, c'est la célérité et le doigté avec lesquels le premier responsable du secteur sanitaire de Mostaganem et son équipe, ont pu aborder pareil problème et du coup découvrir le pot aux roses.

En attendant, la procédure et le système d'approvisionnement d'aussi précieux produits, doivent être sérieusement revus afin d'éviter le pire à l'avenir.

Sid Ahmed Hadjar

TLEMCCEN**Le spectre de la sécheresse**

On a imploré le ciel, on a prié, la météo est restée de marbre, pas le moindre nuage à l'horizon.

Depuis le mois d'octobre, il n'y a presque pas eu de précipitations ou du moins suffisantes pour espérer une bonne saison agricole. Pire encore, au moment où l'on s'attendait à la pluie, c'est un vent du sud-ouest qui est venu balayer les derniers

espoirs des petits fellahs. Sur le plan agricole, seul un miracle peut sauver la situation. Les grands espaces céréaliers de la plaine de Remchi et de Maghnia offrent un paysage de désolation. En ce qui concerne l'eau potable, les responsables concernés ont déjà pris des mesures de restriction. Certains quartiers de la ville sont alimentés une seule fois par semaine. Cela se comprend, mais

qu'advient-il à l'approche des grandes chaleurs ? Les effets de cette austérité pluviométrique ont pour conséquence une menace directe quant à la survie du cheptel dans la steppe, un réel danger plane sur les éleveurs du sud-ouest (Mecheria, Naâma, Sebdu).

Le prix de la viande a connu une chute justifiable au demeurant. Le kilo de viande est passé en dessous de 600 DA, alors qu'il s'affichait à 660 DA. A l'approche de l'aïd, c'est peut-être une aubaine pour le consommateur, mais il y a aussi le risque de voir des milliers de têtes disparaître à travers les frontières. Ce sont notamment les petits éleveurs qui seront dans l'obligation de se débarrasser de leurs troupeaux, l'aliment du bétail revient cher.

Enfin, tous les espoirs reposent sur les grandes précipitations qui généralement se manifestent à partir de la mi-décembre.

Faïza B.

Vaste programme de reboisement à Aïn-Temouchent

La Conservation des forêts de Aïn-Temouchent a lancé, en octobre dernier, un vaste programme de reboisement en vue de rétablir un équilibre écologique à même de garantir un développement durable de la wilaya.

Une enveloppe de 182 millions de dinars, représentant la première tranche du programme quinquennal (2005-2009), sera consacrée à la réalisation de quatre actions représentant une plantation de 466.552 arbustes.

La plus importante étendue de forêt à constituer en eucalyptus, caroubier, pin d'Alep à pignon et maritime, touchera plus de 1.110 ha d'espaces nus de six communes (Beni-Saf, Bouzedjar, M'said, Tamazoura, Oued-Sebbah, Emir-Abdelkader).

Les travaux de plantation prendront, également, la forme de bandes forestières sur plus de 226 ha et d'alignement sur 11 km. Des points d'eau pour l'irrigation ont été prévus sachant l'importance et la rareté de cette ressource dans la wilaya.

Cette première tranche qui se poursuivra jusqu'en avril 2008 se déroule dans de bonnes conditions et elle a été renforcée par un programme complémentaire de 116 millions de dinars, selon le responsable du patrimoine forestier de Aïn-Temouchent, M. Hachemi Bouhada. Les études portant sur des actions similaires viennent d'être confiées à quatre bureaux d'étude. Elles pourraient démarrer au cours du premier trimestre 2007, indique-t-il.

"La Conservation des forêts de Aïn-Temouchent n'en est pas à son premier programme de reboisement, mais c'est la première fois qu'elle fait appel à des bureaux d'étude et que son travail sera évalué sur le taux de réussite des superficies plantées", fait remarquer ce responsable, qui s'est dit confiant du fait que cette nouvelle démarche incitera les entreprises réalisatrices à mettre toutes les chances de leur côté pour y parvenir.

Les études déjà établies ont fait ressortir les espèces d'arbres les plus adaptées au climat et aux sols des six communes considérées.

Le choix s'est porté sur le pin d'Alep, de pignon ou maritime, l'eucalyptus et le caroubier. Un total de 252.852 plants sera nécessaire pour la première tranche. Les bandes forestières projetées dans les communes de Bouzedjar, El-Malah, Oued-Sebbah et Beni-Saf nécessiteront, elles, 105.600 plants de ces mêmes espèces, alors que les bandes vertes d'alignement vont être réalisées des deux côtés de la route longeant la côte sur les 11 km séparant le port de Bouzedjar de la plage de Madagh. Quelque 2200 plants de palmiers, faux poivriers et platanes y seront aussi plantés. M. Bouhada, comme M. Noureddine Bakhti, le chargé des aspects techniques dans l'extension du patrimoine forestier de la Conservation, envisagent la possibilité de cibler les zones dénudées et inexploitées des plaines centrales de la wilaya de Aïn-Temouchent, plutôt que les piémonts éloignés des points d'eau et d'accès difficile.

"Cette option, en s'inscrivant en parallèle au programme national de développement agricole et rural de la wilaya, pourrait s'avérer efficace et plus rentable grâce à des plantations d'arbres rustiques, tels que les oliviers ou autres espèces à double utilité", font-ils observer.

En quelques décennies, rappelle-t-on, la végétation de la wilaya de Aïn-Temouchent s'est réduite au point de ne couvrir que 12 % de sa superficie, bien loin des 25 % qu'il lui faudrait pour se prévaloir d'un environnement équilibré, souligne-t-on.

APS

Ouverture d'un internat à Sidi-Ali

Une quarantaine d'élèves originaires de Ouled-Mallah, une commune enclavée au fin fond du Dahra, viennent de bénéficier du statut d'internes au lycée Darabid de Sidi-Ali, chef-lieu de daïra.

Ainsi, la décision en question émanant du directeur de l'éducation de la wilaya de Mostaganem devra désormais permettre aux lycéens concernés de suivre normalement les cours, et partant, se concentrer davantage et mieux se consacrer à leurs études.

C'est en l'absence de moyens de transport adéquats et permanents que les infortunés lycéens parcouraient au quotidien jusqu'à vingt kilomètres de trajet et ce, au moment où beaucoup d'entre eux vivent dans des douars isolés et autres zones montagneuses carrément coupées du monde.

Bonne initiative en fait à l'égard de ces jeunes lycéens qui n'ont que trop souffert des aléas des allers-retours souvent incertains.

S. A. H.

AFFAIRE PMDA CONNECTION DE SAÏDA**Les personnes impliquées devant le juge en décembre prochain**

Selon des sources bien informées, l'affaire dite "PMDA connection" dans laquelle 97 personnes dont des cadres de la Badr, CRMA, DSA, Fellahs fournisseurs et deux huissiers de justice se trouvent impliqués et traités par une enquête préliminaire des gendarmes de Saïda, n'a pas livré tous ses secrets.

Ainsi, avons-nous appris que les personnes impliquées et dont le préjudice causé s'élève à 17 milliards de centimes

seront convoquées et auditionnées par le juge d'instruction près le tribunal de Saïda à partir du 2 décembre prochain.

Ce scandale qui a secoué des institutions étatiques continue de susciter beaucoup d'interrogations. C'est devenu même le sujet principal des discussions dans les cafés de la place publique et même dans l'administration locale.

A suivre...

P/M. B. Amine